

Politisisation: PS et CDH colonisent TOUJOURS PLUS L'ADMINISTRATION

► 51 % des hauts fonctionnaires wallons étiquetés PS et 31 % CDH, selon le Gerfa

► La politisation de l'administration wallonne est un secret de Polichinelle. Les partis au pouvoir comme les hauts fonctionnaires la minimisent, voire la nient. En privé, en revanche, les langues se délient. L'administration wallonne est fortement politisée. À quel point ?

LE GERFA (Group d'étude et de réforme de la fonction administrative) répond à cette question dans sa dernière cartographie politique du SPW (service public de Wallonie), arrêtée au 1^{er} avril 2017. Il établit un diagnostic de l'état de cette administration où travaillent 10.000 fonctionnaires wallons. Les 64 fonctions principales du SPW, occupées par les chefs ou hauts fonctionnaires wallons (le secrétaire général, les directeurs et inspecteurs généraux) y sont répertoriées. À chacun d'eux, le Gerfa a attribué une étiquette politique. "Pour la plupart, cela a été facile : ils sont passés par des cabinets ministériels. D'autres sont actifs en politique locale. Quand on a le moindre doute, on s'abstient", assure Michel Legrand, président du Gerfa.

Le résultat est interpellant. En résumé : PS et CDH maintiennent globalement leur po-

sition en trustant la majorité des postes à haute responsabilité, tandis que les autres s'affaiblissent.

Socialistes et humanistes renforcent donc *de facto* leur emprise. 51,56 % des hauts postes sont occupés par un fonctionnaire étiqueté PS et 31,25 % par un CDH.

En comparaison, MR et Écolo comptent pour du beurre avec à peine 6,25 % et 3,12 % des postes. Le MR conservait encore 12,31 % des postes en 2011...

Écolo, qui ne progresse que très légèrement, n'a pas rempli ce vide. Le Gerfa a également pondéré les différents postes en fonction de leur importance pour "mieux refléter l'influence en termes de pouvoir". Ce calcul ré-

vèle une influence encore plus déterminante du PS qui atteint ainsi les 57 %, pour 29 % au CDH, 4,26 % au MR et 3,55 % à Écolo !

LE GERFA AVAIT DÉJÀ procédé à une étude similaire voici plus d'un an. Entre-temps, les mouvements ont été très importants au sein du sommet du SPW. "En un an, ils ont touché près de la moitié des fonctionnaires généraux, précise Michel Legrand. On voit par exemple réapparaître Philippe Buelen, chef de cabinet de Maxime Prévot, qui avait disparu de nos radars." Les tendances restent cependant les mêmes. "Par rapport au pacte des années 90 qui attribuait deux tiers des postes au PS et un tiers au PSC (5), rien n'a vraiment changé !" regrette Michel Legrand.

Surprise : en 2017, le PS baisse très légèrement, grignoté par le CDH qui obtient des résultats sans commune mesure avec son score électoral. "Le CDH, en étant allié au PS à la Région, parvient à garder des postes importants", reprend le président du Gerfa. "Il est, plus que le PS, le vrai rentier de

la politisation.”

Le Gerfa juge inacceptable que 85 % du pouvoir des administrations et des gros ministères wallons soit “confisqué par le PS et le CDH”. “L'impartialité du service public ne peut s'imposer si la règle partisane prévaut dans l'attribution des emplois publics. C'est intolérable”, ajoute-t-il.

POUR CET ORGANISME, syndicat de la fonction publique, dépoli-

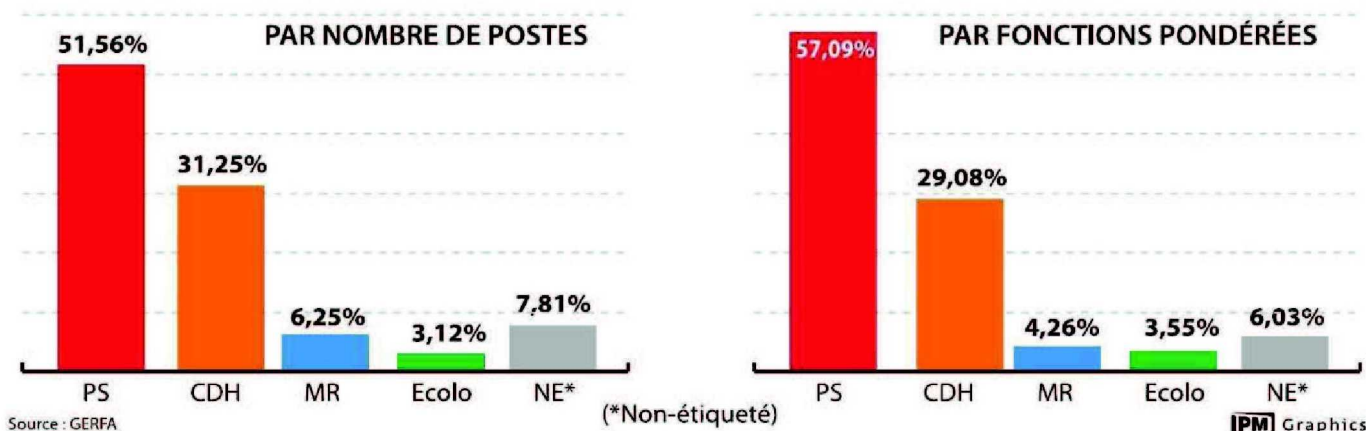
tiser l'administration wallonne s'apparente aux douze travaux d'Hercule. “La première chose à faire serait de réduire le nombre de ministres, et surtout, les cabinets, véritables courroies de transmission du clientélisme. La situation est nettement pire en Wallonie qu'au niveau fédéral”, reprend Michel Legrand. “Et même si aux prochaines élections le PTB, le MR ou Écolo prenait le pouvoir en Wallonie, ils ne pour-

raient pas changer la donne dans les administrations. Ils n'ont pas préparé le terrain et n'ont pas de personnes prêtes à assumer les responsabilités. Il faudrait attendre au moins 10 ans.”

Adrien de Marneffe

□ * Secrétaire général : 15 points; directeur général mandataire : 10 points; inspecteur général mandataire : 5 points; inspecteur général effectif, expert ou FF : 3 points.

QUELS PARTIS TRUSTENT LES HAUTS POSTES EN WALLONIE



“Difficile sans passer par les cabinets”

Daniel Collet est ce qu'on appelle un “non-étiqueté”. Une denrée rare : sur les 64 fonctions comptabilisées par le Gerfa dans son étude, seuls 5 hauts fonctionnaires y échappent. Daniel Collet a pourtant atteint le poste d'inspecteur général. “Je pense que c'est parce que j'ai acquis, dans mon domaine, une expertise difficile à trouver chez d'autres candidats. La Région wallonne était bien plus politisée lors de mes débuts. Mais, c'est vrai : il est toujours difficile d'accéder à des postes de haut niveau sans être passé par des cabinets politiques, admet-il. En le faisant, j'aurais sans doute avancé plus vite. Par le passé, je suis même allé devant

le conseil d'État pour un poste qui m'a été refusé.” Il conclut avec une anecdote croustillante. “Au début de ma carrière, quand j'ai été nommé, j'ai reçu un courrier du ministre Nothomb (PSC), originaire de la même région que moi. Il disait être intervenu pour moi. Mais, je n'avais rien demandé ! On a un temps essayé de me coller une étiquette, mais je l'ai toujours refusée. Avant, selon que vous sortirez de l'ULB ou de l'UCL, on vous collait une étiquette différente. La situation a évolué positivement depuis, notamment avec la création de l'École d'administration publique.”

AdM

Comment choisir ses "CHAMPIONS"

► *"Impossible d'avoir une fonction de direction sans faire allégeance aux maîtres politiques"*

► *"Il est impossible d'occuper une fonction de direction sans faire allégeance aux maîtres politiques."*

C'est la conclusion que tire Michel Legrand, du Gerfa, au terme de son étude. Le PS n'est pas d'accord. Le parti nie farouchement tout appui ou tentative d'influence envers un fonctionnaire au sein de l'administration. *"Les hauts fonctionnaires sont des personnes qui ont réussi leurs examens et ont été choisis parce qu'ils étaient les plus brillants"*, assure le porte-parole du PS. *"Le fait est qu'énormément de gens qualifiés passent par l'IEV (centre d'étude du PS). On ne va pas en être gênés."* L'un des deux ne dit manifestement pas la vérité. Précision: quelques rares hauts fonctionnaires n'ont pas

été étiquetés par le Gerfa, mais ont tout de même atteint un poste à responsabilité. Comme Francis Lambot, inspecteur général mandataire. Problème: il reconnaît *"être au PS"*. *"Même si je n'y suis pas actif. Je ne sais même pas si je suis en ordre de cotisation"*, précise-t-il. *"J'ai eu un parcours classique, réussissant tous les examens. Pour devenir inspecteur général, j'ai été reçu 1^{er} selon tous les critères. Nous sommes ensuite jugés et choisis par nos pairs. Choisissent-ils les candidats en fonction de leur orientation politique? Je ne sais pas."*

Tempérons: les hauts fonctionnaires ont effectivement réussi des examens. Sans cela, ils ne pourraient prétendre exercer leur fonction. Par contre, c'est dans le choix d'un candidat plutôt que d'un autre que

peut résider la subtilité. En particulier pour les mandataires. En effet, ceux-ci ne sont désignés que pour 5 ans. Ils sont recrutés via la base l'EAP (École d'administration publique), basée à Namur. *"Pour leur recrutement, on se base sur la liste des lauréats de concours. Le gouvernement part de gens qualifiés et ensuite le choix est fait"*, nous explique Daniel Collet, lui aussi inspecteur non-

étiqueté. *"Mais il est clair que certains sont écartés car ils ne sont pas passés par les cabinets. Ceux qui sont choisis ne sont pas forcément les mieux classés."*

ADM

LE PS FAIT MAIN BASSE sur l'administration bruxelloise

▣ Sous cette législature, au moins sept nouvelles structures administratives verront le jour. Le PS truste la majorité des postes

► C'est le 18 avril dernier que Bety Waknine est devenue la patronne de Bruxelles urbanisme et patrimoine (BUP) : une prise de fonction qui symbolise parfaitement le sort réservé par l'actuel gouvernement bruxellois (PS-CDH-Défi-Open VLD-CD&V-SPA) à son administration régionale (SPRB). Sans convaincre de nombreux observateurs, la majorité aura créé au moins sept nouvelles structures administratives (OIP ou mini-ministères autonomes) durant cette législature, chaque fois en affichant l'objectif d'une plus grande efficacité. À l'instar de Bety Waknine, désormais ex-chef de cabinet du ministre-président Rudi Vervoort, c'est un socialiste qui en prend la tête dans la majorité des cas.

La mise sur pied de ces structures a permis de créer de nombreux postes

À diverses reprises, des craintes concernant une diminution

du contrôle parlementaire et une réduction de la responsabilité des ministres de tutelle ont été émises par des députés de l'opposition, mais aussi par des partenaires de la majorité (PS-Défi-CDH).

Le recours systématique à des OIP ou des mini-SPRB autonomes pose aussi la question d'éventuels problèmes d'efficacité au sein de l'administration, sans compter la multiplication des coûts liée à ces nouvelles structures. Enfin, leur mise en place a permis de créer de nombreux postes : directeurs, commissaires du gouvernement, présidents du conseil d'administration.

Depuis mai 2014, l'exécutif bruxellois a ainsi créé trois OIP : Bruxelles Prévention & Sécurité, la Société d'Aménagement Urbain (SAU) et le Bureau bruxellois de la Planification (BBP). À la tête de ces trois structures, se trouvent respectivement les socialistes Jamil Araoud, ancien conseiller du cabinet Vervoort, Gilles Delforge, autrefois chef de cabinet de l'ancien bourgmestre Freddy Thielemans, et Christophe Soil,

chef de cabinet adjoint de Laurette Onkelinx lorsqu'elle était ministre de la Santé.


DU CÔTÉ DES AUTRES partis de la majorité, le mini-SPRB Fiscalité a vu le jour en janvier dernier avec à sa tête... Dirk De Smedt, étiqueté Open VLD comme son ministre de tutelle : Guy Vanhengel. Pour la nouvelle agence bruxelloise pour l'accompagnement de l'entreprise (ABAE) lancée par le ministre de l'Économie Didier Gosuin (Défi), c'est le nom d'Olivier Poelaert, étiqueté Défi et ancien collaborateur ministériel, qui revient avec insistance.

Parmi les nominés politiques déjà en fonction, citons entre autres Grégor Chapelle (PS) chez Actiris, Olivia P'tito (PS), à Bruxelles Formation, Benjamin Cadranel (PS), pour *citydev.brussels*, ou Christian Lamouline (CDH) à la tête de l'administration régionale. Pour la nouvelle structure en charge d'ici quelques mois de la Fonction publique sous l'égide de la secrétaire d'État Fadila Laanan, aucun nom ne se dégage encore.

Julien Thomas


L'étiquette des 64 "grands chefs"


1. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL


MARIQUE Sylvie 


2. LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX


MANDATAIRES


LOYAERTS Yvon 


MOSSAY Francis 


WILLAME Etienne 

GUISSE Stéphane 

QUEVY Brieuc 


FOURMEAUX Annick 


QUOILIN Isabelle 


LANNOY Françoise 


3. LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX


3.1. ORDINAIRES EFFECTIFS


THOMAS Daniel 


VUYLSTEKE Luc 


VILLERS Pierre 


GENETTE Alain 


PONCELET Jean-Marie 


COLLET Daniel (NE) 


BROGNIET Philippe 


FUMAL Marie-Christine 


BERTRAND Thierry 


VAN REYBROECK Jean-Pol 


JANSS Jean 


HOUTAIN Alain 


TRICOT Benoît 


PEERTS Marc 


CORDEWENER Jean 


BRASSEUR Daniel 


VANDENDORPE Luc 


SNAKENBROEK Patrick 


DEGROS Eric 

ISTASSE Alain 


GRAVAR Florence 


SENNEN Yves 


MARNETTE Stéphane 


RENARD José 


3.2. Mandataires


SIMON Dominique 


MONNIER Bernard 


FLAMEND Pol 


CNUDE Véronique 


DETAILLE Rose 


WANZOUL Benoît 

MOISSE Jacques 

LAMBOT Francis 


VAN PAMEL Jean 


ZAMUROVIC Militza 


CANNELLA Anne-Françoise 


3.3. EXPERTS EFFECTIFS ET FF


HENNUY Bernard 


BUELEN Philippe 


HERMAN Marc 


VANQUAILLIE Michel 


NEMRY Philippe 


GILLES Pierre 


DEVOS Michel 


MAROT Jean-Marie 


CALBERG Agnès 


VAN MUYSEN Christophe 


MATHIEU Thierry (NE) 


SCOHY Jean-Pierre 


NULLENS Patrick 

CARLIER Maryse, ff 


ANTOINE Laurent (NE) 

LAMBERT Pascal (NE) 

VERZWYMELLEN David 

VANDER BRUGGHEN Frank 

3.4. ORDINAIRES FF

GREGOIRE Michel 

PAQUET Pierre 